

# Cantonnés sur les lieux de leurs crimes

RD CONGO Au Kivu, d'ex-rebelles hutus ont été regroupés parmi des civils, terrorisés

► Ce cantonnement ne serait que temporaire : les ex-combattants hutus rwandais doivent majoritairement gagner la province de l'Equateur.  
► Mais il provoque un très vif émoi : ces hommes ont violé et torturé...

Menacés par une offensive militaire qui devrait être menée par les forces armées congolaises et la Monusco (ONU), les combattants hutus rwandais des FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) ont commencé à rendre leurs armes et à accepter d'être cantonnés dans des centres de transit. Plusieurs centaines d'hommes se sont ainsi rassemblés au Nord et au Sud-Kivu, mais ils n'ont remis qu'une quantité négligeable d'armes et de munitions. Après avoir visité le centre de cantonnement de Walungu, à une centaine de kilomètres de Bukavu, Martin Kobler, le chef de la Monusco, a déclaré : « Les conditions sont bonnes et on a un médecin ici pour les traiter... Il est important que la RDC les amène en dehors du camp pour laisser place à d'autres combattants... » Le représentant de l'ONU a cependant déclaré « comprendre totalement les préoccupations de la population », pour laquelle la présence de ces rebelles rwan-

dais représente un « lourd fardeau ».

Voici un mois, alors que nous nous trouvions à Kaniola, près de Walungu, des femmes, le visage serein, nous assuraient que des combattants congolais Mai Mai, originaires des villages environnants, avaient réussi à forcer au départ les rebelles hutus qui terrorisaient la région depuis 1994. Après avoir décrit les violences sexuelles dont elles avaient été victimes durant des années (viols, empalement, tortures infligées en présence de leur mari et de leurs enfants, enlèvements, etc.), ces femmes

nous expliquaient qu'elles osaient enfin retourner travailler

dans leurs champs car la paix était revenue. Mais elles ajoutaient aussi que « les coupables n'avaient jamais été châtiés, qu'aucune indemnisation ne leur avait jamais été proposée, à part des soins médicaux gratuits dispensés à l'hôpital de Panzi ».

Le répit aura été de courte durée. Un message vient de nous parvenir de Kaniola, qui tempère singulièrement l'optimisme de Martin Kobler : « Depuis une semaine, nous assistons au cantonnement des Interhahamwe dans notre milieu. Cette opération ne tient pas compte de toutes les exactions que ces derniers ont commises chez nous, on crache sur la mémoire de nos victimes encore vivantes, il n'y a eu ni justice, ni enquête, ni réparation. Comme si mes frères et sœurs étaient des cobayes qui ne méritaient pas la justice... »

Marie Masson, directrice du centre Olame, très actif auprès des femmes de Walungu victimes de violences sexuelles, nous confirme ce cri d'alarme : « Il est question de délocaliser ces combattants dans la province de l'Equateur, mais on a dit à la population qu'elle devait se préparer à céder des terres à ceux qui refuseraient de bouger. Or, dans le Kivu montagneux aussi, il y a pénurie de terres cultivables... »

Dans l'esprit des autorités congolaises, cependant, le séjour

des FDLR dans des centres de cantonnement installés sur les lieux mêmes de leurs pires forfaits ne serait qu'une mesure provisoire. Selon le ministre de l'Information, Lambert Mende, « ces combattants se voient d'abord proposer de rentrer volontairement au Rwanda et ceux qui refusent cette perspective seront relocalisés dans d'autres provinces, dans l'Equateur entre autres. A terme, ils seront dirigés vers des pays tiers car il est exclu que ces gens demeurent en territoire congolais ».

Conscient des protestations qui se multiplient dans l'ouest du pays, où la population craint l'arrivée de ces hommes précédés d'une réputation de tueurs et de

voleurs, le ministre Mende précise : « Ils seront logés dans la base navale d'Irebu, dans un camp entouré de barbelés, gardé et sécurisé par la Monusco et l'armée congolaise, d'où il leur sera impossible de fuir... »

Aux yeux des Congolais, une seule solution s'impose : ramener dans leur pays d'origine ces citoyens rwandais... Officiellement, Kigali assure être prêt, comme par le passé, à accueillir ces combattants hutus désarmés, qui passeront par le même processus de réintégration que des milliers d'autres avant eux : séjour dans un camp de transit, débriefing, initiation aux valeurs du « nouveau Rwanda », réinsertion dans les lieux d'origine et comparution éventuelle devant la justice pour les crimes commis en 1994 durant le génocide.

Par contre, les autorités rwandaises refusent, aujourd'hui comme hier, toute perspective de dialogue avec ces groupes qualifiés de génocidaires, et elles balayaient les suggestions en ce sens qui avaient été formulées, entre autres, par le président tanzanien Kikwete et d'autres chefs d'Etat de la région.

En réalité, ce regroupement au Kivu de combattants aguerris et très imparfaitement désarmés inquiète Kigali, qui a souvent dénoncé la collusion entre ces hommes et certains éléments de

l'armée congolaise. Le Rwanda, qui multiplie les escarmouches

**Aux yeux des Congolais, une solution s'impose : ramener ces Rwandais dans leur pays d'origine...**

sur la frontière et a renforcé ses mesures de sécurité, craint manifestement un « coup tordu ».

Sur le terrain, des spécialistes en désarmement, qui avaient prôné des mesures d'accompagnement bénéficiant aussi à la population locale (création de

centres de santé accessibles à tous, d'écoles ou d'instituts professionnels, achat de vivres aux cultivateurs congolais), constatent que rien de tout cela n'a été fait : « *La seule chose qui intéresse les envoyés spéciaux de la communauté internationale, c'est de ne pas contraindre le Rwanda à entamer une négociation politique. Comme si l'on voulait faire porter le problème, une fois encore, sur le seul Congo...* » ■

**COLETTE BRAECKMAN**